

L'Envol des Cigognes



La lettre aux adhérents et sympathisants du Grdr

L'EDITORIAL

De **Mathilde Chassot**, trésorière du Grdr



Après une pause estivale, « L'envol des cigognes » fait sa rentrée avec un numéro consacré à l'action du Grdr sur la rive sud de la Méditerranée, au Maghreb. Une bonne façon de prolonger l'été vous direz-vous, une façon aussi et surtout de revenir sur les fondements de notre engagement récent dans cette partie du monde, en permanence sous le feu des projecteurs. En effet, l'actualité estivale a été riche, une fois encore, en images choc d'embarcations accostant sur les côtes méditerranéennes, côtes touristiques touchées elles aussi par de nouveaux attentats en Espagne. Une actualité politique marquée aussi par son lot des contradictions : un discours du chef de l'Etat qui promet des hébergements d'urgence pour tous les migrants, mais en même temps, un traitement des migrants à Calais jugé comme indigne ; une promesse de porter l'aide publique au développement à 0.7% en 2030 mais en même temps, une coupe budgétaire annoncée de 140 millions en 2017 ciblant particulièrement les crédits des ONG.

Alors pourquoi une implantation en Afrique sub-saharienne et en même temps au Maghreb ?

Le Grdr marque un intérêt pour les populations immigrées du Maghreb depuis de longues années et mène des actions auprès d'elles notamment en Ile-de-France et dans les Hauts-de-France où elles sont particulièrement représentées. Les enjeux et contexte de cette zone sont également présents dans la réflexion des orientations du Grdr, conscient du rôle important du Maghreb dans le parcours migratoire des migrants subsahariens comme zone de transit mais aussi comme zone de migration à part entière. Au lendemain des printemps arabes, la volonté de travailler avec et dans ces pays a été actée par le Conseil d'administration. Cette orientation a été suivie d'un développement progressif des activités dans le respect des valeurs de la Charte et des méthodes d'action du Grdr tout en s'adaptant à des contextes différents de ceux de l'Afrique sub-saharienne : construction de partenariats avec des associations locales, inscription dans des réseaux (PCPA Algérie et Tunisie), travail en lien avec les acteurs et institutions du territoire...

Aujourd'hui le Grdr est riche d'un pôle Maghreb, d'une bonne connaissance de plusieurs territoires et de partenariats solides lui permettant de mettre en œuvre plusieurs programmes en faveur de l'insertion des jeunes comme de l'entrepreneuriat local... Les perspectives, suite à cette première phase d'implantation, sont de développer la dimension de double espace avec les antennes Ile-de-France, Hauts-de-France certes, mais également au Sahel, ainsi que de mettre en place des actions concernant plus spécifiquement les enjeux propres aux migrations : « humanisation » des parcours des migrants subsahariens... Et ce sans tomber dans l'expression paradoxale des « centres de tri » au Sahel imaginés par les autorités françaises dans une posture qui pourrait rappeler la période coloniale. ♦

LES ECHOS DE LA VIE ASSOCIATIVE

Par **Michel Colin de Verdière**,
Membre du conseil d'administration

Assemblée générale du 24 juin 2017



Une assemblée générale ordinaire s'est tenue à nouveau dans ce lieu emblématique qu'est le Musée National de l'Histoire de l'Immigration, une participation (effective ou par procuration) de près de la moitié des adhérents. Les salariés ont présenté aux participants certains points moins connus de l'activité dans les régions en France et au Maghreb. Le procès-verbal détaillé de cette AG est désormais en ligne.

Un regret toutefois : faute de moyens, seule une adhérente résidant en Afrique, Fatimata Demba Diop, vice-présidente du COS du Gorgol en Mauritanie, avait pu se joindre à nous. Mais nous avons pu avoir des témoignages des différents COS au travers de vidéos que vous pouvez regarder en cliquant sur les liens suivants pour [Selibaby](#) et pour les [5 autres COS](#) (successivement Kaedi, Kayes, Bakel-Matam, Lille, Ziguinchor).

Trois nouveaux adhérents nous ont rejoints !

- **Al Ousseynou CISSOKHO** de Bakel, également candidat pour être membre du COS,
- **Arnaud SERRURIER**, venu assister à l'AG du Grdr, bénévole de la Fondation Abbé Pierre, urbaniste, conservateur du patrimoine à Vincennes et qui a fait une mission en Guinée-Bissau sur le projet Habitat.
- **Thimothée LEURENT**, ancien salarié du Grdr en Mauritanie pendant plusieurs années, désormais à l'Agence Française de Biodiversité à Paris.

Au conseil d'administration

Deux départs...

Deux anciens salariés quittent le Conseil d'administration : **Mathieu Lafréchoux** et **Patrick Gomes**, principalement faute de disponibilité. Ils restent adhérents actifs et mobilisés pour des appuis ponctuels. Soyez rassurés : l'association ne manquera pas de faire appel à eux pour des expertises ou des contributions. Merci Mathieu, merci Patrick... Et à très bientôt !

... trois arrivées...

Bernadette Thomas



« Responsable du label des Cités des métiers à la Cité des sciences et de l'industrie de 2004 à 2017, je suis désormais retraitée. Docteur en économie appliquée, je me suis intéressée dans les années 1970 aux problématiques du développement et notamment à la question des migrations africaines et au rôle des migrants dans le développement économique et social des pays d'origine. Par ailleurs, j'ai eu moi-même pendant huit ans une expérience de l'expatriation ayant enseigné comme coopérante à l'université d'Oran (Algérie) d'abord puis de Madagascar. Mon parcours universitaire m'a amené par la suite à travailler sur la coordination locale des acteurs de l'emploi et de la formation. C'est dans le cadre de mes fonctions de promotion du concept Cité des métiers et d'accompagnement des porteurs de projet dans les territoires (www.reseaucitesdesmetiers.com), que j'ai participé à des rencontres et à l'accueil de visites d'études de délégations étrangères organisées par le Grdr, contribuant ainsi au

renforcement des liens entre nos deux réseaux pour aider au développement de l'insertion professionnelle et de l'emploi dans les pays d'origine.

Je pense pouvoir m'appuyer sur ma connaissance des contextes économiques et institutionnels et apporter au Grdr mon expérience d'accompagnement de projets. »

Jacques Ould Aoudia

« Ex-économiste, à cheval entre le Maghreb et l'Europe, intéressé par le basculement du monde qui rebat les cartes entre le Sud et le Nord. Je suis à l'écoute des nouvelles aspirations qui viennent du Sud, des jeunes et des intellectuels notamment. Mais aussi des nouvelles réponses à la crise sociale, politique et écologique, au Sud comme au Nord. Des questionnements qui sont partagés sur le site www.jacques-ould-aoudia.net. J'ai connu le Grdr à travers ma pratique au sein de l'ONG "Migrations & Développement" et les convergences entre notre positionnement, nos approches, nos territoires d'intervention.

Ma participation au CA du Grdr : un partage des pratiques sur le terrain (démocratie participative, action pluri acteurs...) et en interne (gouvernance Nord-Sud sur des espaces multiples...) ; un partage des élaborations conceptuelles (sur le renouvellement de l'approche des migrations notamment) ; et des projets en commun entre Grdr et M&D sur les "routes de la migration". »



Yves Charbit



« Démographe, j'ai connu le Grdr par son Président.
Je pourrai contribuer dans la limite de mon temps disponible et de mes compétences au développement du Grdr.
En particulier 1/ apporter mon expérience de la recherche de terrain sur les questions de population et développement ;
2/ si besoin est, contribuer à renforcer sur le plan scientifique les projets en préparation. »

NB : Sa modestie dans la présentation n'a pas résisté longtemps à une recherche sur internet <http://ceped.org/fr/membres/chercheurs-enseignants-chercheurs/article/charbit-yves>

... et un nouveau bureau pour le conseil d'administration !

Avec ces deux départs et ces trois arrivées, le conseil compte désormais 18 membres. La réunion du conseil du 30 juin 2017 a élu le Bureau suivant :

Président : **Francis Monthé** (reconduction)

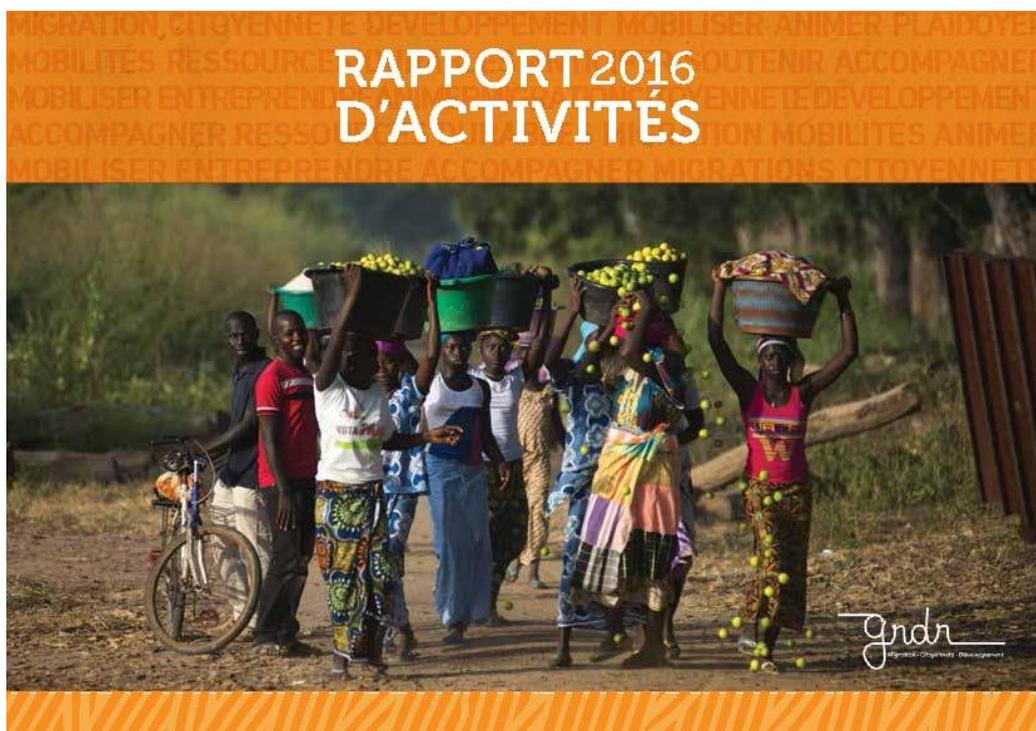
Vice-président : **Doulo Fofana** (reconduction)

Trésorière : **Mathilde Chassot** (qui succède à Bernard Hyon, qui reste membre du CA)

Secrétaire : **Elisabeth Muller** (reconduction)

Rapport d'activités 2016

Si vous voulez tout savoir sur l'activité du Grdr en 2016, n'hésitez pas à consulter [notre rapport d'activité annuel !](#)



LE CONTEXTE DE NOTRE ACTION

Par Elisabeth Muller,

Secrétaire du conseil d'administration, coordinatrice de la publication

Pour ce numéro 20 de l'Envol des Cigognes, nous avons choisi de parler du contexte en nous focalisant sur les migrants qui passent par la Méditerranée et particulièrement par les pays du Maghreb, notamment l'Algérie et le Maroc. L'enfer de la route qui passe par la Libye est évoqué dans le texte relatif à l'Algérie et au Maroc.



© Camille Millerand - <http://www.camillemillerand.com/new-gallery3/f219a7zjqwzompk2lfdh4e4secqija>

LA VIE DES MIGRANTS EN ALGERIE

En janvier 2016, Charlotte Bozonnet, journaliste au Monde a publié [une série d'articles](#) sur les migrants en Algérie dont nous reprenons ici les éléments les plus marquants.

« Pays d'émigration, l'Algérie a longtemps renvoyé les images des harragas, ces jeunes Algériens partant clandestinement en barque pour gagner l'Europe. Si le phénomène n'a pas disparu, il a diminué. Le retour à la paix après une décennie de guerre civile dans les années 1990, l'augmentation du nombre de visas pour la France et les contrôles des autorités y ont contribué. Le pays est en revanche devenu depuis quelques années une étape pour de nombreux migrants subsahariens. Combien sont-ils ? Si les autorités avancent le chiffre de 20 000 clandestins, les associations de terrain parlent, elles, de plus de 100 000 ressortissants subsahariens sur le sol algérien »

« Partis du Cameroun, du Nigeria, du Mali ou de Côte d'Ivoire, ...avec l'objectif de se rendre en Europe, ils ont posé leurs valises en Algérie. Ils y resteront quelques mois ou quelques années, le temps de reconstituer un petit pécule pour poursuivre leur voyage. Parfois ils renoncent, découragés par les difficultés ».

Leila Beratto, correspondante de RFI en Algérie, précise : *« Il est difficile de donner des chiffres mais le nombre de migrants augmente. La durée moyenne du séjour en Algérie s'allonge. Elle serait aujourd'hui de trois ans. »*

« Au-delà de sa proximité avec l'Europe, l'Algérie est devenue depuis 2011 une destination attractive. La peur des violences en Libye, la dégradation de la situation économique en Tunisie où il est plus difficile de trouver du travail mais aussi la guerre au Mali ont attiré les candidats au départ. »

Mais la société algérienne est peu habituée au brassage. Et comme c'est souvent le cas dans ces situations, l'arrivée de migrants provoque des réactions racistes. Le but devient alors de se faire oublier, le plus possible. Les conditions de vie sont très précaires, les migrants doivent vivre en clandestins, sans statut officiel. « *Sans titre de séjour, il est impossible pour un étranger d'avoir un permis de travail en Algérie* » - [article de Bachir Belhadj et Zahra Chenaoui](#) dans Le Monde).

« Pour les femmes, le travail au sein de la communauté migrante est devenu la norme : cuisine de plats traditionnels, coiffure et revente de produits traditionnels achetés dans leur pays d'origine. Les hommes, eux, parviennent à trouver du travail sur les chantiers ». Les autorités algériennes tolèrent cette situation.

Les enfants, souvent nés en Algérie, ne sont pas scolarisés faute de carte de séjour.

La ville d'Oran est très prisée car elle se trouve sur la route du Maroc. Il s'agit d'atteindre le sol européen soit en franchissant la barrière des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, soit en prenant la mer à ses risques et périls.

[Autre témoignage](#) : *« D'autres ont appris qu'une route s'est ouverte vers la Libye puis l'Italie. Le chemin est semé de maltraitance de la part des passeurs et de dangers parfois mortels, mais ces obstacles n'arrêtent pas les migrants »*. Ils préfèrent affronter toutes ces difficultés plutôt que de s'avouer vaincus et de rentrer chez eux.

« Vu la situation géographique de l'Algérie, 90 % des migrants qui s'y trouvent aimeraient migrer vers l'Europe, explique Fabrice. Moi je vis ici depuis quinze ans, je trouverai un moyen de continuer le voyage, mais je me suis juré de ne jamais retourner en Libye », précise-t-il, évoquant ses années là-bas, quand le pays vivait encore sous le joug de Kadhafi.

Face à cette situation, la société civile réagit : une plate-forme migration, rassemblant une dizaine d'associations, est née à la mi-décembre 2016 : elle salue les dernières avancées mais rappelle les discriminations et le besoin d'une loi sur l'asile.

Récemment, « [des déclarations hostiles](#) aux migrants d'un des hommes forts du régime algérien, Ahmed Ouyahia, chef de cabinet du Président et secrétaire

général du RND, ont suscité l'indignation des défenseurs des droits de l'homme en Algérie : les migrants amènent le crime, la drogue et plusieurs autres fléaux ». Ces propos sont en contradiction avec la position officielle de l'Algérie sur ce dossier. Il y a quelques jours, le premier ministre [Abdelmadjid Tebboune](#) avait rejeté toute accusation de racisme. *« Il y a des parties qui veulent ternir l'image de l'Algérie et lui coller l'étiquette de pays raciste (...) Nous ne sommes pas des racistes, nous sommes des Africains, des Maghrébins et Méditerranéens »*, a-t-il affirmé au Parlement.

LE MAROC, NOUVELLE PORTE DE L'EUROPE

D'après l'article de Charlotte Bozonet du Monde en date du 30 août 2017.

« Cerné de barbelés et de clôtures de 6 mètres de haut, gardé par des policiers espagnols et marocains, le passage entre le Maroc et l'enclave espagnole de Ceuta, connaît depuis le début de l'année un regain d'arrivées. »

« A ces entrées s'ajoutent les traversées par la mer, depuis les côtes marocaines jusqu'à l'Espagne. Au total, selon le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR), 13 682 personnes sont arrivées en Espagne entre janvier et mi-août. En 2016 à la même période, ce nombre était deux fois moins important. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a estimé que ce flux pourrait rattraper celui de la Grèce aujourd'hui, loin toutefois des quelques 100 000 arrivées en Italie. »

« Parmi ces nouveaux arrivants, une partie est là après avoir renoncé à prendre la route de la Libye. »

Elena Maleno, responsable de l'association Caminando Fronteras basée à Tanger, note également *« la forte augmentation du nombre de Marocains candidats au départ »*. Selon elle, *cette hausse est une conséquence des événements dans le Rif, cette région du nord du Maroc, théâtre depuis dix mois d'un mouvement de contestation sociale, mais aussi de la pauvreté dans certaines zones rurales. »*

Elle note également qu'« *il n'y a pas au Maroc de mafias aussi puissantes qu'en Libye. Ce qui fait que les migrants gardent un peu de pouvoir. Notre crainte, c'est justement de voir arriver ce type de réseaux* ».

EUROPE ET ONG, L'IMPOSSIBLE DIALOGUE, LE MYTHE DU TRI

D'après l'article de Marc Semo et Cyril Bensimon du Monde du 30 août 2017.

Cette situation s'aggrave alors que la plupart des ONG ont suspendu, cet été, les sauvetages en Méditerranée car la pression conjuguée des autorités italiennes et libyennes rendait le secours des migrants de plus en plus compliqué et risqué. Certaines ONG ont même été accusées de renforcer les réseaux maffieux des passeurs en Lybie.

Dans le même temps, les dirigeants européens, réunis fin août ainsi que les présidents du Tchad et

du Niger, le premier ministre libyen, ont rappelé, selon eux, les fondamentaux « d'une approche globale de la migration et de l'asile ». Ils souhaitent notamment renforcer le soutien aux pays de transit en Afrique à travers une aide au développement et en échange d'un contrôle des migrants et muscler la lutte contre les trafics des migrants.

Le Vieux Continent continue de vouloir distinguer les réfugiés politiques et les exilés économiques dont il ne veut pas. Emmanuel Macron a déchaîné les protestations des ONG en proposant d'installer des « hot spots » (centres de tri) dans les pays d'origine et de transit.



© Camille Millerand - <http://www.camillemillerand.com/new-gallery3/f219a7zjqwzonpk2lfdh4e4secqija>

VERS UN NOUVEAU POLE DU GRDR AU MAGHREB

Par Dominique Cécile Varnat,
Adhérente



L'association culturelle « les Nomades algériens » bénéficie du soutien du Grdr dans le cadre du programme « Innov'Asso » sur son projet de « Valorisation du métier d'organisateur de voyage écoresponsable et solidaire ».

Depuis sa création en 1969 le Grdr a concentré ses activités en France et dans les pays de l'Afrique de l'Ouest d'où étaient originaires les migrants de la vallée du fleuve Sénégal. Le Grdr s'est ensuite progressivement ouvert au Sud du Sénégal et au nord de la Guinée-Bissau, à la demande des migrants de ces régions. Les pays du Maghreb, à part la Mauritanie (membre de l'Union du Maghreb Arabe), sont restés en marge, sans que cela ne soit le fruit d'une volonté délibérée. Mais plus par manque d'opportunités ou de moyens d'agir (en terme de ressources humaines et financières).

Les choses ont commencé à changer au lendemain des Printemps arabes, en 2011. Tout d'abord en partant du constat que le Grdr travaillait déjà avec les diasporas du Maghreb en France. Mais que cette question existait aussi dans l'accompagnement des migrants subsahariens, puisque le Maghreb se trouve sur leur route et fait le lien entre l'Afrique de l'Ouest et la France. Cette connaissance de la société civile a fait germer l'idée que le Grdr pourrait apporter un savoir faire concret et une plus-value à certains territoires de l'autre côté de la Méditerranée. En effet, le Grdr veille à ne pas se substituer aux acteurs locaux et n'intervient que dans la mesure où il peut leur apporter quelque chose. C'est la raison pour laquelle il ne développe pas pour l'heure d'activités au Maroc puisque les ONG marocaines qui disposent d'une expérience comparable sont nombreuses.

C'est cette démarche qui fait que le Grdr s'est progressivement positionné au sein des espaces de concertation de la société civile, pour évaluer s'il avait vraiment quelque chose à apporter. Ce fut d'abord le cas en Algérie, dès 2012, puis en 2014 dans la Tunisie post-« Révolution de Jasmin ». Ces cadres de concertation (appelés Programmes Pluri Acteurs Concertés – PCPA) ont permis de se familiariser avec les contextes et les partenaires locaux et de nouer des relations d'affinité et de confiance. C'est ainsi que le Grdr s'est aperçu qu'il pouvait

apporter son expérience et son savoir-faire, notamment sur les questions relatives à l'utilité sociale des associations, notamment auprès des jeunes.

Bien entendu, le Grdr entend rester fidèle à la ligne de conduite qui est la sienne dans tous les territoires où il agit, à commencer par porter un discours positif et valorisant pour les populations qui y vivent. L'association veut favoriser les initiatives porteuses d'espoir, de changement, d'évolution et de formation pour que les acteurs locaux soient des citoyens pleinement intégrés dans les cadres de concertation de leurs territoires. L'essentiel des actions touchera la jeunesse qui, dans ces deux pays, représente l'avenir. Sans oublier que si les plus jeunes rêvent encore de gagner l'Europe, les plus âgés se bricolent une petite vie entre débrouillardise et frustration, et le chômage reste le fléau majeur.

EN ALGERIE, DES INEGALITES QUI SE CREUSENT, UNE JEUNESSE A LA RECHERCHE D'UN EMPLOI



© Camille Millerand - <http://www.camillemillerand.com/new-gallery3/f219a7zjqwzonpk2lfdh4e4secqija>

Dans un rapport d'avril 2017, la Banque Mondiale souligne un taux de croissance 2016 relativement soutenu (+3,8% pour l'année), malgré la faiblesse des cours mondiaux du pétrole, suivi d'une baisse importante sur les premiers mois de 2017 avec des répercussions négatives sur le bien-être des ménages, qui risquent de perdurer. Les statistiques officielles du chômage, en septembre 2016, donnent 20% chez les femmes et 8% chez les hommes. statistiques contestées par certains acteurs du secteur associatif et de l'opposition qui dénoncent des pourcentages minimisés et des écarts importants à prendre en compte entre le secteur urbain et le secteur rural. Le taux de chômage des jeunes 16 - 24 ans atteignait 27%, à la même époque. Pourcentage sans doute là aussi minimisé si l'on tient compte, entre autres, du nombre de jeunes filles - surtout en milieu rural -, qui ne sont pas référencées dans ces statistiques. L'Office National des Statistiques indique que le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur, toujours en septembre 2016, a passé la barre des 17% et que beaucoup de chômeurs sont contraints, pour des raisons économiques de survie, d'accepter des emplois sous qualifiés. Ces pourcentages sont à considérer avec précaution, car il existe toute une population – difficile à estimer – qui se dit disponible pour un éventuel emploi, mais qui n'a effectué aucune démarche pour se déclarer au chômage.

Ce qui est essentiel à retenir, pour bien mesurer les enjeux du contexte algérien, c'est que les moins de 30 ans représentent plus de la moitié de la population (un peu plus de 41 millions d'habitants), qu'ils doivent faire face au chômage, à la crise du logement, à l'absence de loisirs et de perspectives solides. Piégée entre modernisme et tradition, la jeunesse regarde de l'autre côté de la Méditerranée dans l'espoir de pouvoir traverser peut-être un

jour la grande bleue. Dans une Algérie qui tarde à décentraliser et à moderniser ses modes de gouvernance, les jeunes dans leur grande majorité s'impatientent et sont de plus en plus critiques vis-à-vis des politiques publiques.

Cette situation qui perdure depuis de nombreuses années a favorisé l'émergence de tout un secteur associatif urbain et dynamique, plus ou moins contestataire, qui résiste tant bien que mal et qui souhaite contribuer à des changements sociétaux, malgré les lois restrictives et les conservatismes de tout bord.

Pour compléter la compréhension du contexte algérien, il ne faut pas minimiser l'impact, encore important, de la guerre d'indépendance et les liens forts et ambigus qui en résultent entre la France et l'Algérie. Il ne faut pas oublier non plus les dix années de guerre civile algérienne - « décennie noire » - qui opposa l'Armée Nationale et divers groupes islamistes radicaux (1991 - 2002). Ce conflit, qui a fait des milliers de victimes, a maintenu la population dans la terreur pendant toutes ces années. Aujourd'hui encore beaucoup de personnes restent traumatisées par cette période douloureuse.

Il faut savoir aussi que depuis plusieurs années le pays est confronté à l'afflux de migrants subsahariens – (100 000 environ), rêvant d'Europe et pour lesquels le chemin de l'exil se finit en Algérie. Dans un article de juin dernier « Le Point Afrique », fait état d'une campagne virulente menée contre ces migrants sur les réseaux sociaux, attisée par la tendance sensationnelle de quelques médias écrits qui ne sont pas sans rappeler les dérives françaises des mêmes médias pour les mêmes raisons.

INNOV'ASSO : des métiers innovants pour les jeunes

Ce projet, porté par le Grdr aux côtés de BATIK International, NOUR, et Flambeau vert de l'Environnement, a débuté en 2016 en Algérie sur deux Wilayas (Oran et Khenchela) avec le soutien de l'Union Européenne et l'AFD. Il vise à reconnaître et valoriser les métiers associatifs du développement local, métiers innovants encore trop peu reconnus et valorisés, et de favoriser l'employabilité des jeunes en les orientant vers ce secteur.

Après l'élaboration du référentiel, les premiers stages en milieu associatif sont proposés aux jeunes (16-35 ans) pour les former dans les secteurs suivants : agriculture, tourisme, artisanat, santé, audiovisuel... Environ 200 jeunes devraient bénéficier du projet INNOV'ASSO.

Pour en savoir plus : <http://www.grdr.org/Agir-en-faveur-de-l-insertion-professionnelle-des-jeunes-algeriens>

LA TUNISIE, UNE JEUNE DEMOCRATIE EN PLEINE RECONSTRUCTION

Depuis la révolution tunisienne, appelée « Printemps du Jasmin » - 4 semaines de manifestations continues dans tout le pays fin 2010, début 2011 -, les bouleversements politiques, économiques et sécuritaires qui s'en sont suivis, l'économie locale a chuté terriblement, avec un impact énorme, entre autres, sur le tourisme, secteur important de l'économie du pays.

Après vingt-trois années de dictature, de corruption et de dérives mafieuses, sous la houlette du Président Ben Ali, les Tunisiens – 11 millions d'habitants - nourrissaient de solides espoirs avec l'avènement d'une démocratie à inventer et à s'approprier.



© Camille Millerand - <http://www.camillemillerand.com/new-gallery3/f219a7zjqwzonpk2lfdh4e4secqija>

Qu'en est-il aujourd'hui ? Le bilan est mitigé : certes il y a plus de liberté d'expression, notamment du côté des médias, mais il y a eu aussi le retour de nombreux extrémistes religieux libérés dans le cadre de l'amnistie générale de 2011. La fracture sociale entre les riches et les pauvres perdure, avec un système économique et social qui reste très inégalitaire. Les classes moyennes ont vu leur niveau de vie se détériorer gravement depuis la révolution. Les dirigeants actuels ont bien du mal à avoir une vision claire de la Tunisie pour les années à venir, et les débats politiques ne résolvent en rien l'impatience de tout un peuple qui ne supporte plus la mauvaise gouvernance et la corruption.

Malgré un programme de relance économique et sociale, voulu par le gouvernement de transition en 2011, le chômage progresse et les réformes n'ont pas apporté les résultats escomptés. Le chaos de la Libye voisine divisée où tendrait, de surcroît, à s'enraciner l'Etat islamique, n'est pas sans conséquence sur la situation économique de la Tunisie qui accueille de nombreux réfugiés. Malgré les menaces qui pèsent sur la sécurité du pays, le tourisme reprend doucement, et l'embellie de 2016 se confirme pour le premier semestre 2017.

En 2016, le taux de chômage est de 15,6%, en légère augmentation par rapport à 2015 (sources INS), touchant davantage les femmes 23%. Les plus concernés restent les jeunes avec 35%, dont une majorité de diplômés. Selon certaines sources locales, les chiffres seraient beaucoup plus élevés ; dans ce contexte, le chômage des jeunes est le meilleur allié des terroristes, et un des terrains du recrutement djihadiste. Les attentats les plus meurtriers de ces dernières années ont été commis par des jeunes du pays, qui reste fragile face au terrorisme.

Avec plus de démocratie et donc plus de liberté, depuis 2011, la jeunesse a su s'emparer des réseaux sociaux comme outil d'échange, d'information et de mobilisation. De nombreuses associations se sont créées, aspirant au changement, dans tous les domaines de la vie courante (politique, culturel, éducatif, droits sociaux, droits des femmes, santé, environnement, ...) oscillant entre optimisme et désillusion.

Valoriser l'expertise « Migration et Développement » du GRDR en Tunisie

La Tunisie est un pays à forte tradition migratoire – pays de départ, de transit ou d'accueil- problématique pour laquelle les pouvoirs publics tunisiens se sont dotés d'une stratégie migratoire nationale. Dans ce cadre, le Grdr, fort de ses outils et de son expérience réussie en Tunisie (fin 2015- début 2016 dans le cadre d'un projet « Santé pour tous » mobilisant les ressortissants tunisiens en Italie), va commencer en 2018, en partenariat avec l'ONG Mercy Corps spécialisée sur l'insertion socio-économique des jeunes, un projet intitulé « Intégration des questions migratoires au niveau local en Tunisie ». Le projet vise conjointement à :

- Animer le dialogue entre l'ensemble des acteurs locaux publics et privés pour élaborer des outils de planification intégrant la dimension migratoire (Grdr)
- Appuyer l'employabilité des jeunes en agissant à la fois sur la capacité d'initiative, l'accompagnement technique et l'accompagnement financier (Mercy Corps)

ACCOMPAGNER LE MOUVEMENT ASSOCIATIF AU MAGHREB, UN NOUVEAU DEFI POUR LE GRDR

Aussi bien en Algérie qu'en Tunisie, globalement les associations ont un ancrage et une assise sociale plutôt faibles. Majoritairement dépendantes des pouvoirs publics en termes de financements, elles restent vulnérables. Celles qui s'en sortent le mieux sont celles qui ont réussi à établir des partenariats avec des associations d'autres pays - en Europe ou à l'international - et à capter des financements extérieurs. La majorité d'entre elles, dans les deux pays, est dirigée par une élite locale urbaine et instruite, ou par des personnes souvent issues de classes moyennes frappées par le chômage et la paupérisation.

Presque toutes sont demandeuses - à la recherche ou en attente - de partenariats extérieurs qui leur apportent une ouverture, de la formation, des complémentarités, des changements, des innovations, de nouvelles perspectives. La persistance de dynamiques d'échanges, de projets migratoires, et de circulations d'idées, atteste de la profondeur des liens tissés entre le Maghreb et l'Europe. Le secteur associatif en est un des acteurs clés. Depuis quelques années le retour de jeunes cadres de la diaspora, l'implication de migrants dans le développement du pays, et l'entrepreneuriat porté par de jeunes locaux sortis de la débrouille, nourrissent l'espoir de sociétés qui ne sont pas complètement « foutues ». La société civile a un rôle majeur d'avenir à jouer, tant elle est impliquée dans la quotidienneté politique.

Dans ce contexte, riche de ses expériences avec les PCPA Algérie et Tunisie, le Grdr pourrait bien être un des partenaires du renforcement de la société civile algérienne et tunisienne, pour le progrès, la réduction des inégalités, la démocratie et les changements sociétaux porteurs de dignité et d'espoir.

On peut aussi rêver que cette implantation progressive avec une reconnaissance locale pourra également, à terme, permettre au Grdr de tisser des liens avec les associations actives pour « humaniser » les parcours des migrants subsahariens... mais il faudrait en même temps que l'Europe en finisse avec cette absurde volonté de distinguer réfugiés et migrants économiques, ces chimères de centres de tri implantés en territoire africain !

NOUR, UNE ASSOCIATION PARTENAIRE DU GRDR EN ALGERIE

Entretien avec avec Houaria Djebbari

par Elisabeth Muller, *Secrétaire du conseil d'administration, coordinatrice de la publication*



Houaria Djebbari (à droite), fondatrice de l'association Nour

Houaria Djebbari a 64 ans et habite Oran, deuxième ville du pays. Elle est linguiste de formation et a enseigné dans les grandes écoles d'ingénieurs.

Houaria a créé l'association « Nour » (lumière en français) en mars 2000 pour aider les enfants vivant avec un handicap et leurs parents (l'une des trois filles de Houaria est porteuse de handicap). Elle se bat pour que ces situations soient reconnues et prises en compte. L'idée de créer une association date de 1998. Il n'y avait pas à l'époque dans la wilaya d'Oran de prise en charge des IMC (Infirmes moteurs cérébraux). Deux ans de tractations ont été nécessaires pour créer l'association avec 17 parents ayant chacun un enfant handicapé. Au début, il a fallu trouver un local, de l'argent, du personnel (psychologues, éducateurs, kinésithérapeutes.....). Il n'existait pas de formation spécifique.

Nour a recherché des partenaires à l'international. Dans une première étape, elle s'est tournée vers une association canadienne afin de mutualiser les savoir faire. Mais les différences de culture étaient un obstacle à la pérennisation du partenariat.

Nour a alors noué un partenariat avec Santé Sud, une ONG française qui a réalisé un programme de formation du personnel. Il s'agissait d'un véritable compagnonnage qui permettait de compléter les

connaissances théoriques des intervenants par des conseils très pratiques.

Vers 2009, Nour a participé à une coopération décentralisée entre les villes d'Oran et de Bordeaux. A cette occasion, un partenariat s'est noué avec l'association Coup de soleil Aquitaine qui a permis d'affiner la formation, notamment dans les domaines de la gestion des centres et leur gouvernance. Cela a permis de créer des SESSAD (Services d'éducation et d'aide à domicile) à travers lesquels l'association a touché un public plus défavorisé dans les quartiers pauvres d'Oran. Ce partenariat a duré 5 à 6 ans.

Puis Nour a décidé d'intégrer les jeunes dans ses organes de direction. A travers un partenariat avec l'association Batik International, elle a élaboré un programme de formation de formateurs avec cinq associations sur tout le territoire algérien.

Parallèlement, depuis 2008, Nour travaille avec Handicap International afin de développer en Algérie un plaidoyer pour l'éducation inclusive afin que la loi algérienne permette l'admission des enfants handicapés dans les écoles. Houaria a présenté une contribution en novembre 2011 au Comité International des droits de l'enfant à Genève.

Aujourd'hui, l'association « Nour » gère trois centres de prise en charge à l'image des IME (Instituts médicaux éducatifs) français. Elle reçoit 200 enfants, surtout des enfants atteints d'infirmité motrice cérébrale, et emploie 40 personnes à temps plein en CDI. Les centres de Nour ont signé une convention avec le Ministère de la Solidarité. Ce conventionnement est très difficile à obtenir. C'est donc une reconnaissance institutionnelle que les pouvoirs publics algériens lui ont accordée. Cette association bénéficie d'un fort ancrage territorial et d'une base associative vivante. Son activité n'ayant pas d'impact politique, les relations avec les pouvoirs publics algériens sont positives.

Les difficultés rencontrées au cours de ces 17 années sont de trois ordres : des difficultés à trouver des

fonds pour faire vivre l'association et la pérenniser. En 2005, Nour a élaboré une stratégie de mobilisation des financements d'une part auprès des pouvoirs publics algériens (sécurité sociale et Ministère de la Solidarité, d'autre part avec des entreprises algériennes et internationales avec lesquelles elle signe des conventions annuelles renouvelables; le coût des locaux: Nour a finalement acheté un terrain et fait construire ses propres locaux. Enfin, il a fallu former et fidéliser un personnel compétent, ce qu'elle a réussi.

Par ailleurs, Nour est membre du PCPA (programme concerté pluri-acteurs) « Jousour » auquel participe également le Grdr depuis 2012. Ce programme est né en 2007 de la volonté commune d'associations algériennes et françaises d'agir ensemble pour l'enfance et la jeunesse. Son objectif est de soutenir les associations algériennes et françaises dans la mise en œuvre de projets de qualité permettant la prise en charge de l'enfance en difficulté et l'insertion des jeunes. Il œuvre également à renforcer le rôle des associations pour une meilleure prise en compte des questions d'enfance et de jeunesse.

Jousour prône la concertation entre la sphère publique, les collectivités locales et le monde associatif, ainsi qu'un partenariat respectueux entre organisations de solidarité des deux rives. Au-delà de l'indispensable dialogue, le programme met l'accent sur la complémentarité de l'action associative avec les politiques publiques et sur la réciprocité dans les échanges entre associations.

Forts des résultats de ce PCPA, le Grdr et Nour ont décidé de concevoir le projet Innov'asso qui bénéficie du soutien de la Commission Européenne, dans le cadre du programme national d'appui à la jeunesse et à l'emploi. 14 associations algériennes y participent ainsi que l'OIT et Handicap international. Ce projet a permis de rentrer dans une démarche de financement de petites associations notamment sur le territoire d'Oran avec une orientation principale vers la jeunesse, qui s'adresse à toutes les catégories de jeunes, des agriculteurs aux artistes en passant par les jeunes en recherche d'emploi. Le projet finance des associations intervenant dans différents

secteurs professionnels pour encourager une transmission des métiers auprès des jeunes (audiovisuel, environnement, tourisme solidaire, culture etc.); il s'agit par ce biais de promouvoir l'utilité économique et sociale des associations en Algérie.

Houaria Djebbari se préoccupe particulièrement de la situation des jeunes et des femmes en Algérie :

La situation des jeunes est très difficile en Algérie. Elle pèse lourdement sur leur vision de la vie. Elle induit une « violence à fleur de peau ». C'est une situation de crise qui s'installe. Il existe des programmes de gouvernement, des projets de la Commission Européenne, mais la situation reste très critique, notamment sur l'emploi. De plus l'accès à la culture est très difficile (par exemple, il y a très peu de bibliothèques). La situation préoccupe beaucoup Houaria.

Pour les femmes, la situation est pire. *« L'Algérie vit dans une société patriarcale ». « C'est une vraie galère ».*

Le programme porté par le Grdr a imposé une vision nouvelle sur ces deux thématiques. Des actions en direction des jeunes et plus particulièrement des femmes. L'objectif est de toucher au moins 50 % de femmes bénéficiaires des projets. De plus, sur 10 chefs de projets recrutés par les associations parties prenantes du projet Innov'Asso, 7 sont des femmes.

Le rôle du Grdr a été notamment d'aider à la recherche de chefs de projet et d'animateurs pour les associations. En tant que chef de file, il a permis un transfert de savoirs. Cette collaboration augure des relations apaisées et constructives. Handicap International est déjà présent en Algérie depuis 20 ans, mais *« le Grdr apporte un regard nouveau, original. Il propose un va et vient et une confrontation des visions. C'est une démarche très intéressante et instructive. Nous avons trouvé ce que nous attendions du partenariat, c'est une belle aventure ».*

« Beaucoup d'ONG s'installent en Algérie, mais le Grdr a une expertise intéressante dans les domaines de l'économie sociale et solidaire et dans le développement local.»

LU, VU ET ENTENDU

Par Emilie Blondy

Coordinatrice des programmes au Maghreb

Vu pour vous



[Le Webdocumentaires « Les voyageurs », témoignages de migrants subsahariens en Algérie](#)



[L'émission, « Le Dessous des cartes » : » L'Algérie dans l'impasse](#). Une présentation synthétique, géographique, économique, démographique, géopolitique remarquable.



Le clip sur les préjugés en Algérie [« N'allez pas en Algérie »](#). Un petit film qui fait l'éloge des nombreux attraits touristiques de l'Algérie.

L'Exposition lors de la [deuxième édition de la Biennale des photographes du monde arabe](#) contemporain du 13 septembre au 12 novembre 2017 avec la Tunisie et l'Algérie à l'honneur : A voir à l'Institut du Monde Arabe ou à la Maison Européenne de la Photographie à Paris.

Lu pour vous

[L'article: « Plus de doute, la fécondité augmente en Algérie »](#). Après une période de réduction de la fécondité, les mariages repartent à la hausse ainsi que la fécondité. Une analyse intéressante de données statistiques de démographie.

Entendu pour vous sur France Inter

L'émission de radio [« Algérie : ce pays jeune que les vieux gouvernent »](#) du 14 mai 2017 sur France Inter qui nous parle du désintérêt d'une large partie de la population pour les élections législatives en Algérie. Seulement un tiers des algériens se sont rendus aux urnes.

A VOS AGENDAS !

Le Grdr organise une

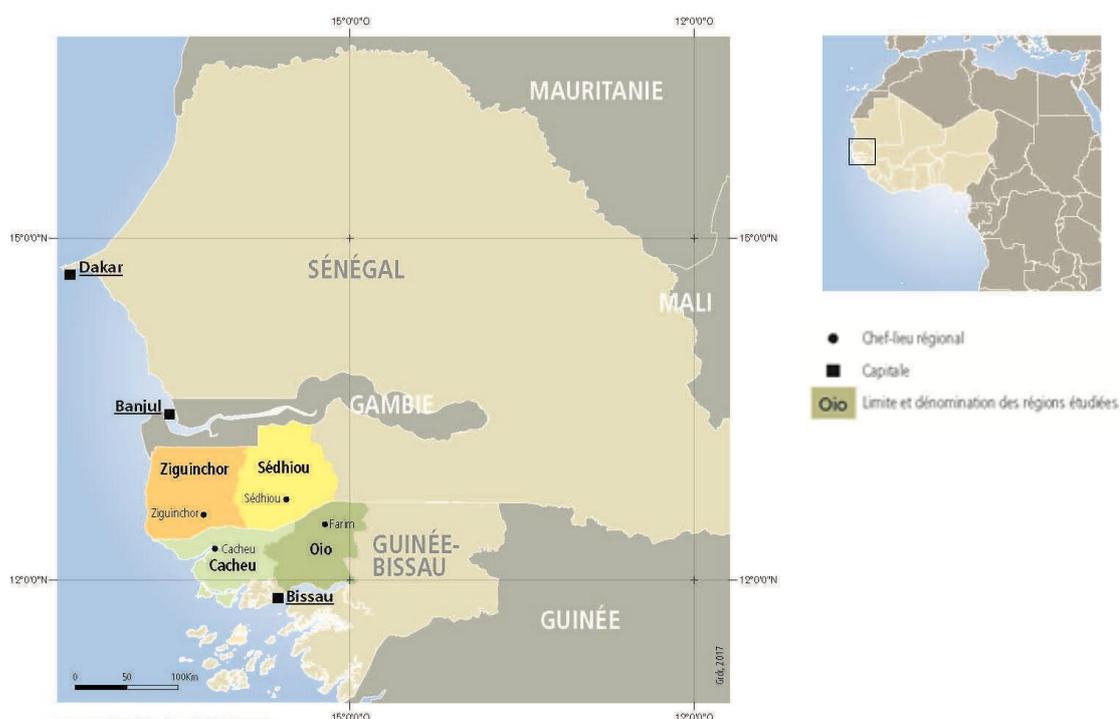
Rencontre-Débat

Entre le Sénégal et la Guinée-Bissau, un bassin transfrontalier en mutations

Le jeudi 23 novembre 2017 : 14h30 – 18h30 à Paris

Dans les locaux de l'Agence Française de Développement (AFD)

Salle Mistral – 3 place Louis Armand - Paris 12^{ème} Arrondissement



Cette région compte 1,5 millions de personnes vivent dans le Nord-ouest de la Guinée-Bissau et le Sud-ouest du Sénégal. Cette Région singulière est le lieu d'une intense circulation de biens et de personnes et son milieu naturel fait l'objet d'interactions complexes entre la société, les autorités et les acteurs extérieurs... Des incertitudes politiques subsistent en Guinée-Bissau, au Sénégal et en Gambie. Et le contexte socio-économique reste fragile. Pourtant, la population de ces régions fait preuve d'un dynamisme qui contredit le discours décliniste dominant.

[Pour en savoir plus sur cette rencontre-débat](#)

**Cet évènement est pour vous ! Venez nombreux et pensez à vous inscrire
[en cliquant ici](#) !**

